

L'université sous la stratégie du choc

, par [Geneviève Azam](#)

Si d'aucuns ont pu croire en la fin du néolibéralisme ou en son dépassement proche, la « réforme » de l'Université et de la recherche, en France et dans les autres pays d'Europe, sonne comme un démenti et constitue un exemple de la poursuite du processus et de la stratégie du choc.

Ces « réformes » s'inscrivent dans le processus de Bologne, démarré en 1999. Présenté comme un projet d'harmonisation des systèmes d'éducation et de recherche au niveau européen, il se voudrait l'héritier d'une certaine tradition des Lumières, attachée à la circulation et à la confrontation des idées. Le réveil est douloureux pour les universitaires et les chercheurs car ce processus, de fait entamé depuis les années 1980, est en réalité une pièce maîtresse de la globalisation appliquée à la recherche et à l'éducation, et de la révision de l'ensemble du management du service public. Il s'agit en effet d'une harmonisation des politiques visant à déréglementer le système d'éducation et de recherche, et à recréer de nouvelles réglementations qui subordonnent l'espace social à la logique du marché, avec les maîtres-mots répétés ad nauseam : mobilité, efficacité, concurrence. Tous les champs de la société sont inclus désormais, et notamment le champ de l'échange symbolique, avec l'éducation et la recherche, réduits à des intrants d'une « économie de la connaissance », agitée comme drapeau de la compétitivité européenne, depuis le sommet européen de Lisbonne en 2001. Les individus, les sociétés, les institutions doivent s'adapter à la loi économique fondamentale, celle du marché et de la concurrence. Le projet d'émancipation sur lequel l'université s'est construite, certes avec toutes ses limites, se heurte aujourd'hui à cette croyance et à l'injonction de s'adapter à un ordre qui ne saurait être discuté.

Ces réformes sont présentées comme modèles de la « bonne gouvernance ». Dans ce processus, qui tirerait sa force et sa raison de son seul mouvement automatique et naturel, aucun acteur n'est clairement identifié. Et pourtant ! La force d'impulsion essentielle est

la table ronde des industriels européens (ERT, 1983), lobby très puissant qui influence directement la Commission européenne. L'ERT publie en 1989 un rapport intitulé *Éducation et compétences en Europe* : « *L'éducation et la formation sont considérées comme des investissements stratégiques vitaux pour la réussite future de l'entreprise. Les enseignants n'ont qu'une compréhension insuffisante de l'environnement économique des affaires et de la notion de profit.* » Un nouveau rapport suit en 1991 : « *Une université ouverte est une entreprise industrielle et l'enseignement à distance est une industrie nouvelle.* » Six mois après, la Commission européenne publie un livre blanc dans lequel apparaît le nouveau bréviaire, avec « *l'employabilité* », « *la flexibilité* » et « *la mobilité* » comme missions de l'université. Ce sont les termes clés du processus de Bologne. L'environnement idéologique est donné par l'OCDE, qui persiste et signe dans son nouveau rapport de mars 2009 pour la France : « *Élargir l'autonomie des universités [...], surtout pour la gestion budgétaire, le recrutement et la rémunération du personnel. De plus, bien qu'on ait facilité les donations de fondations privées aux universités, de nouvelles mesures sont nécessaires pour favoriser le financement privé des universités, notamment en ayant davantage recours aux droits de scolarité, cette mesure se doublant de prêts étudiants remboursables en fonction du revenu ultérieur.* » Où sont les enseignements de la crise financière ?

Profiter de la crise sociale, voire amplifier cyniquement la crise dans les universités et les laboratoires pour imposer les « réformes », désigner à la vindicte populaire les « nantis » de l'université et des laboratoires, telle est la stratégie du choc poursuivie par Mme Péresse, qui n'a pas hésité, lors du sommet du processus de Lisbonne à Louvain en avril 2009, à demander l'accélération de la mise en concurrence des universités et de leur classement au niveau européen.

Résister, désobéir et éclairer les enjeux sont des mesures de salut public.